



STATE OF THE
**AFRICAN
DIASPORA**

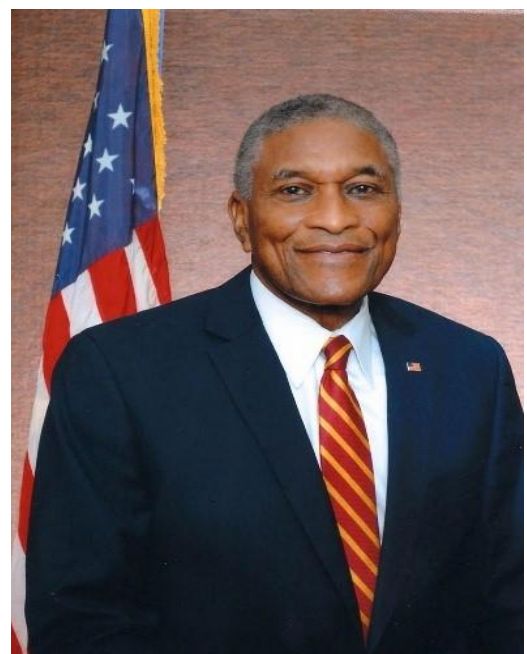
NEWSLETTER

UN ETAT MONDIAL SANS FRONTIÈRES
NUMERO SPECIAL : NOS 4 CAUCUS !
AVRIL 2021



Béatrice Daleus

Présidente du Caucus Panafricain des Leaders Spirituels



Johnny Ford

Président du Caucus Panafricain des Leaders politiques



Tiphany Magloire Traoré

Présidente du Caucus Panafricain des Juristes



Elisee Héribert-Label Adjovi,

Président du Caucus Panafricain des Journalistes

TABLE DES MATIERES

-Editorial.....	p.1
-Caucus : des USA à l'État de la Diaspora Africaine.....	p.2
-Le Caucus Panafricain des Leaders Politiques.....	p.3
-Interview avec l'Ambassadeur Johnny Ford.....	p.3
-Le Caucus Panafricain des Leaders Spirituels.....	p.5
-Entretien avec l'Ambassadrice Béatrice Daleus.....	p.6
-Construire le Temple Panafricain.....	p.7
-Le Caucus Panafricain des Juristes.....	p.8
-Entretien avec l'Ambassadrice Tiphonie Magloire Traoré.....	p.9
-Lutter contre la discrimination dans le monde.....	p.11
-Le Caucus Panafricain des Journalistes.....	p.12
-Entretien avec l'Ambassadeur Élisée Héribert-Label Adjovi,	p.13
-La Situation des Journalistes noirs au Brésil.....	p.14

EDITORIAL



*Dr Louis-Georges Tin
Premier Ministre de l'État de la Diaspora Africaine*

L'État de la Diaspora Africaine a une Constitution qui a été promulguée le 1er juillet 2018. Pour déployer nos stratégies, nous avons besoin d'institutions : nous avons déjà le Gouvernement, le Parlement, les Ambassadeurs. Mais cela ne suffit pas : pour renforcer nos capacités, nous créons aujourd'hui des Caucuses. Quatre exactement :

- le Caucus Panafricain des Leaders Politiques,
- le Caucus Panafricain des Leaders Spirituels,
- le Caucus Panafricain des Juristes,
- le Caucus Panafricain des Journalistes.

Ils renforceront notre État dans tous ces domaines. C'est donc ce sujet que nous allons développer tout au long de ce numéro d'avril de notre newsletter.

Bonne lecture !

Caucus : des Etats-Unis à l'Etat de la Diaspora Africaine



Barack Obama, prenant la parole pendant une conférence du Black Caucus (CBC)

Son origine n'est pas très claire, mais le mot est apparu au cours du 18^{ème} siècle aux Etats-Unis pour désigner un groupe de personnes travaillant ensemble et partageant des intérêts communs dans un contexte politique. À une époque de ségrégation où la plupart des Noirs n'avaient pas le droit de vote, il n'y avait évidemment que peu de Noirs élus. Tous les caucus américains étaient donc de facto des caucus blancs. Mais à partir des années 1960, la lutte pour les droits civiques a changé la donne. Davantage de Noirs ont pu voter, puis être élus. C'est ainsi que sont nés les premiers Caucus noirs. L'un d'eux est le National Black Caucus of Local Elected Officials (NBC-LEO), créé en 1970, et lié à la National League of Cities. Le NBC-LEO donne à ses membres la possibilité de partager les meilleures pratiques pour aider les communautés afro-américaines dans leur vie quotidienne et dans leurs projets divers de développement.

En 1971, le Congressional Black Caucus (CBC) est lancé. En fait, il s'agissait à l'origine du Democratic Select Committee, créé en 1969 ; mais deux ans plus tard, les dirigeants décident de changer le nom de l'organisation, et d'utiliser le mot Caucus. Parmi les membres fondateurs figurent Charles B. Rangel, qui est justement celui qui a proposé le nouveau nom, et John Conyers, qui s'est illustré et battu sans relâche pendant plusieurs décennies pour faire passer la H.R. 40 au Congrès (Commission chargée d'étudier et de développer des propositions de réparation). Lorsque le président Nixon a refusé de rencontrer le CBC, les membres ont alors décidé de

boycotter le discours sur l'état de l'Union. Depuis lors, ils n'ont cessé de lutter contre le racisme dans le pays. Parmi les membres les plus célèbres du CBC figurent Barack Obama et Kamala Harris.

En 1977, une autre organisation importante a été créée, le National Black Caucus of State Legislators (NBCSL). Cette décision a été prise lorsque dix-huit législateurs d'État afro-américains ont compris qu'ils étaient exclus de facto de la Conférence nationale des législateurs d'État. Ils ont appelé à la tenue d'une conférence nationale à Nashville, et aujourd'hui, ils comptent plus de 700 législateurs noirs de 47 États. Grâce à leur réseau, ils échangent des idées et des stratégies avec leurs collègues par le biais de leurs différents comités sur des sujets tels que l'agriculture, le commerce, la sécurité, l'éducation, le logement, le travail, la jeunesse, etc.

Lorsqu'en janvier 2021, le Dr Louis-Georges Tin a lancé le Causus Panafricain des Leaders Politiques, ce n'était pas seulement une référence évidente à cette célèbre histoire ; c'était aussi un hommage à ces héros.

Le Caucus Panafricain des Leaders Politiques



Le 29 janvier 2021, lors de la Conférence Mondiale des Maires, l'État de la Diaspora Africaine et ses partenaires ont lancé le Caucus Panafricain : l'objectif est de lutter pour le développement économique et la justice sociale pour les personnes d'ascendance africaine, en Afrique et dans la Diaspora. Le président du Caucus est le Dr Louis-Georges Tin, Premier ministre de l'État de la Diaspora Africaine, et le vice-président est l'Ambassadeur Johnny Ford, fondateur de la Conférence mondiale des maires.

Parmi les organisations membres du Caucus Panafricain de l'État de la Diaspora Africaine figurent la Conférence mondiale des maires, Historic Black Towns and Settlements Alliance, Inc, le National Black Caucus of State Legislators (NBCSL), le National Black Caucus of Local Elected Officials (NBC-LEO), Blacks In Government (BIG), et bien d'autres organisations ou personnalités d'Amérique Centrale, d'Amérique du Sud, d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs.

Le Caucus travaille actuellement sur de nombreux sujets.

- Finances : le développement de notre monnaie panafricaine, le Lumi.
- L'agriculture : la création de la bourse panafricaine des matières premières agricoles.
- Construction : construction de smart cities en Afrique et dans la Diaspora,
- Justice : réparation après l'esclavage et la colonisation,
- Sports : les Olympiades Panafricaines.

Interview de l'Ambassadeur Johnny Ford, Vice-Président du Caucus Panafricain des Leaders Politiques.



-Excellence, Pouvez-vous nous en dire plus sur votre parcours ?

J'ai grandi dans la ville historique de Tuskegee, en Alabama, où Booker T. Washington a été le premier président de ce qui est aujourd'hui l'Université de Tuskegee. J'ai commencé ma carrière politique en tant que membre du personnel de la campagne présidentielle du sénateur Robert Kennedy. Puis je suis devenu maire de Tuskegee en 1972, étant le premier Afro-américain de l'histoire de la ville à y parvenir. J'ai fait six mandats de 1972 à 1996. En 1998, j'ai été élu représentant de l'État d'Alabama. Puis, je suis redevenu maire de Tuskegee pour deux mandats : 2004 et 2012.



Booker T. Washington



J'ai fondé la Conférence des maires noirs de l'Alabama (ACBM), qui a conduit à la fondation de la Conférence sudiste des maires noirs (SCBM), qui a elle-même conduit à la Conférence nationale des maires noirs (NCBM), qui est maintenant officiellement l'Association des maires afro-américains (AAMA). En 1984, j'ai fondé la Conférence mondiale des maires (WCM), qui regroupe des maires et d'autres représentants élus et nommés de tous les États-Unis, ainsi que des maires et des dirigeants d'Afrique, des Caraïbes, de Chine et de la République de Chine à Taïwan.

Je suis également co-président fondateur de la National Policy Alliance (NPA), qui est composée des principales organisations représentant les décideurs politiques noirs au niveau local, étatique, national et international. En outre, je suis actuellement président fondateur de la Historic Black Towns And Settlements Alliance (HBTSA), fondée comme une alliance de 5 villes noires qui ont toutes bénéficié du soutien du Dr Booker T. Washington.

-Que voulez-vous réaliser avec ce Caucus ?

-Nous voulons construire un pont entre les villes, les régions, les établissements et les universités d'Afrique et de la diaspora africaine, ce qui nous permettra de partager nos actifs et nos talents, et dans ce partage, nous pourrions créer une relation de confiance, d'abord entre les membres du Caucus panafricain, puis entre les membres du Caucus panafricain et les autres membres de la diaspora, et ensuite entre la diaspora dans son ensemble et l'Afrique.

-Comment le Caucus va-t-il changer les choses sur la scène internationale ?

-Notre unité nous donnera de la crédibilité sur la scène mondiale et notre nombre nous rendra compétitifs dans tous les domaines des échanges humains : commerce, technologie, éducation, marché agricole, science, etc.

-Comment le Caucus peut-il renforcer les liens entre l'Afrique et la Diaspora ?

-Le Caucus Panafricain peut renforcer les liens entre l'Afrique et la Diaspora en unissant l'Afrique et la Diaspora dans la mise

en œuvre des objectifs de la Conférence Mondiale des Maire : Confiance, Commerce, Tourisme, Transfert de technologie, Villes jumelées, Formation et Trésor, et dans la mise en œuvre de la mission de l'Alliance des villes et établissements historiques noirs : préserver, protéger et promouvoir notre histoire africaine et celle de la diaspora africaine. Nous unissons nos Universités Historiquement Noires (HBCUs) et l'Association des Universités Africaines.

-Quel est le principal défi pour le Caucus, et pouvez-vous le relever ?

-Le principal défi est de transformer ce qui n'était qu'un rêve en une réalité, et oui, nous pouvons relever ce défi. Nous allons travailler pour transformer le rêve d'une Diaspora unie travaillant avec l'Afrique en une réalité. Nous ne nous contenterons pas de philosopher à ce sujet, mais nous établirons de véritables mécanismes commerciaux pour vendre nos précieux atouts et idées en matière d'agriculture, de technologie, de culture et d'art, d'éducation, etc. au monde entier. Les organisations du Caucus Panafricain créent et fournissent déjà des programmes de fond. Nous devons maintenant travailler plus étroitement les uns avec les autres en tant que membres de la Diaspora, et en tant que Caucus Panafricain de la Diaspora, nous travaillerons étroitement avec nos villes et établissements frères et les institutions d'enseignement supérieur en Afrique. En outre, le Caucus Panafricain des Leaders Politiques sera un véritable défenseur de l'Afrique. Nous travaillerons ensemble en tant que membres de la Diaspora, unis par une relation de coopération et d'échange avec notre terre mère pour créer une voix africaine universelle. **NOUS VAINCRONS.**

Le Caucus Panafricain des Leaders Spirituels



Monseigneur David Macaire, archevêque de la Martinique, membre du Caucus

La spiritualité a une grande importance dans la vie des communautés panafricaines. Même lorsque les membres de ces communautés n'appartiennent à aucune religion officielle, à aucune dénomination ou à aucune institution particulière, ils ont souvent leur spiritualité, leur croyance naturelle et leur propre connexion avec leurs ancêtres. C'est pourquoi nous créons le Caucus Panafricain des Leaders Spirituels.

L'État de la Diaspora Africaine est neutre et accueille tout le monde, quelle que soit sa croyance religieuse ou son absence de croyance. Cependant, l'État de la Diaspora Africaine croit que tous les leaders religieux panafricains peuvent servir leurs communautés de multiples façons, et surtout, ils peuvent nous aider à renforcer la justice et les droits de l'homme dans le monde. L'objectif de ce Caucus est donc d'inclure des personnes issues de différentes cultures spirituelles. Elles peuvent être chrétiennes, musulmanes, juives, bouddhistes par exemple ; elles peuvent aussi venir de nos spiritualités traditionnelles panafricaines comme le vaudou, l'animisme, le candomblé ou le rastafarisme, notamment. Peu importe : toutes sont invitées à œuvrer contre les génocides, les crimes contre l'humanité, les violences, les discriminations (y compris bien sûr les discriminations religieuses), qui affectent nos communautés panafricaines.



Cérémonie du Candomblé au Brésil

Une des premières missions du Caucus sera de lutter contre l'esclavage, ou contre les conséquences de l'esclavage en Afrique. Le Président de la Mauritanie soutient nos efforts dans ce domaine. Un rapport a été rédigé, et il ne reste plus qu'à le mettre en œuvre. Nous parlerons plus en détail de ce sujet dans un numéro à venir, mais nous avons besoin que notre Caucus dise aux croyants dans tous les pays où il est pratiqué que l'esclavage est contraire à leur propre religion. Ils peuvent avoir été mal guidés, mais il est certain c'est un péché particulièrement odieux aux yeux de leur propre Dieu. Nous n'avons pas besoin que les Occidentaux donnent des leçons à l'Afrique, mais nous devons résoudre nos problèmes panafricains avec nos efforts panafricains. Or cela n'est qu'un exemple. Beaucoup d'autres missions viendront : nous devons simplement travailler ensemble.

**Entretien avec Béatrice Daléus,
Présidente du Caucus Panafricain des Leaders
Spirituels**



-Vous êtes la présidente du Caucus Panafricain des Leaders Spirituels. Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

-Je m'appelle Marie Eleonard Beatrice Daléus, je suis née en Haïti. Je suis mère de trois garçons et d'une fille, tous adultes. Je suis Ambassadrice de SOAD. Je suis une initiée du Vodou haïtien avec le grade de Manbo, prêtresse Mami et Dan au Bénin, et j'ai été intronisée comme Haut Dignitaire Royal au Palais Houxwe à Ouidah. Je suis également diplômée en gestion et en marketing relationnel. Je propose un coaching transformationnel et un développement entrepreneurial fondé sur la guérison endogène et les cultes. Après avoir vécu une grande partie de ma vie au Canada, la question de la reconnexion identitaire m'a poussée à retourner sur ma terre natale depuis près de 10 ans et cela constitue la base de mes actions dans la diaspora africaine.



-En tant que présidente du Caucus Panafricain des Leaders Spirituels, que souhaitez-vous accomplir à travers cette mission ?

-A mon avis, il est plus que temps d'inclure et d'impliquer la diversité religieuse et spirituelle des hommes et des femmes africains dans notre combat pour les réparations. Mettre en commun notre leadership dans le respect de nos croyances et militer ensemble pour mettre en lumière des causes importantes, des causes liées aux droits de l'homme.

-Vous appartenez à une tradition spirituelle panafricaine, le vaudou, qui a souvent été stigmatisée, discriminée, voire diabolisée, comme l'ont été les Africains eux-mêmes. Pouvez-vous donner quelques exemples marquants de cette histoire, et comment vous et les autres leaders spirituels du Caucus pouvez combattre cet héritage ?

-En tant que Manbo haïtien, je suis toujours attentive aux risques de dérive, de violence dus à la diabolisation de nos pratiques ancestrales. Les multiples campagnes de "Rejeté " à travers l'histoire contre les vodouisants en Haïti, qui se sont transformées en violence meurtrière, ne sont pas terminées. Il faut que chaque leader religieux veille à ce que l'intolérance et l'ignorance cessent d'attiser la haine. Et pour cela, nous, les enfants de la déportation, devons mener une campagne panafricaine d'information, de vulgarisation et de responsabilisation commune.

-Vous êtes une femme, et les femmes sont discriminées partout, y compris dans les institutions religieuses. Comment comptez-vous mobiliser les communautés religieuses pour cette cause essentielle mais difficile ?

-La lutte contre la discrimination à l'égard des femmes est un combat qui relève de la responsabilité de la société en général. L'importance du rôle nourricier des femmes par notre implication dans la politique et l'action communautaire n'est plus à démontrer, nous devons garder les portes ouvertes pour les générations futures, et continuer à briser les plafonds de verre partout où ils existent. Les religions ancestrales et les cultes endogènes sont beaucoup plus ouverts, car les femmes et les hommes



peuvent y jouer un rôle de leader. Mais il y a aussi du travail à faire pour remettre le Féminin Sacré à l'ordre du jour et au cœur de l'amélioration de l'humanité.

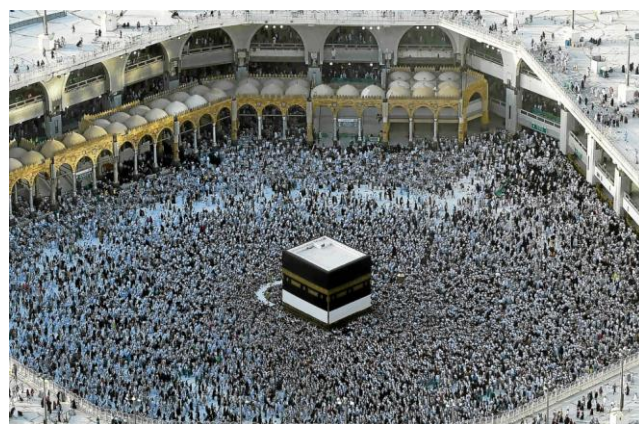
Nous devons réunir les chefs spirituels qui sont prêts à s'engager dans un dialogue interreligieux, à s'asseoir ensemble, à échanger et à se mettre d'accord sur un protocole d'actions et d'interventions face à nos problèmes communs. Cela permettra de protéger nos acquis tout en faisant prendre conscience de la nécessité de mieux vivre ensemble en ces temps de plus en plus difficiles. A long terme, nous pourrions gérer un plan d'action fédérateur ; tout cela constitue pour moi des étapes déterminantes pour que nos communautés religieuses restent harmonieuses et mobilisées.

-Dans un monde qui semble être dominé par l'argent et les armes, quelle peut être la force des leaders spirituels en général, et des leaders spirituels panafricains en particulier ?

-En tant que leaders spirituels, nous devons constamment combattre la peur qui est maintenant institutionnalisée, qui alimente la violence. Celle-ci est dirigée par des intérêts financiers qui arment nos enfants, qui les montent les uns contre les autres. Par-dessus tout, nous ne devons pas permettre à ce venin de se répandre dans nos communautés par notre silence. Nous devons dissiper le voile de l'ignorance en exprimant clairement notre position. Nous devons donc commencer par nous-mêmes, entre Panafricains de différentes confessions et pratiques religieuses, en reconnaissant la force et la richesse de notre diversité.

Construire le Temple panafricain

Les catholiques peuvent aller au Vatican pour entendre le pape prêcher Urbi et Orbi. Les musulmans ont la Mecque où Mahomet est né, et ils sont censés y aller au moins une fois dans leur vie dans la mesure du possible. Les Juifs se rendent au Mur des lamentations selon leur rite ancestral. Pour les bouddhistes tibétains, Lassa, la Cité des Dalai-Lamas, est le lieu saint, tandis que d'autres bouddhistes font le pèlerinage à Lumbini, au Népal, où Buddha a vu le jour, selon la tradition.



Mais les personnes qui veulent prier selon leur rite panafricain n'ont rien de semblable. Elles n'ont pas d'endroit où elles puissent toutes se réunir depuis le monde entier. Bien sûr, chacun peut organiser son propre rite à la maison ou au niveau local, mais le panafricanisme est censé inclure tout le monde. Nous devons donc avoir un lieu international où les personnes du monde entier qui ont leurs croyances panafricaines peuvent également se réunir, méditer, commémorer, célébrer.

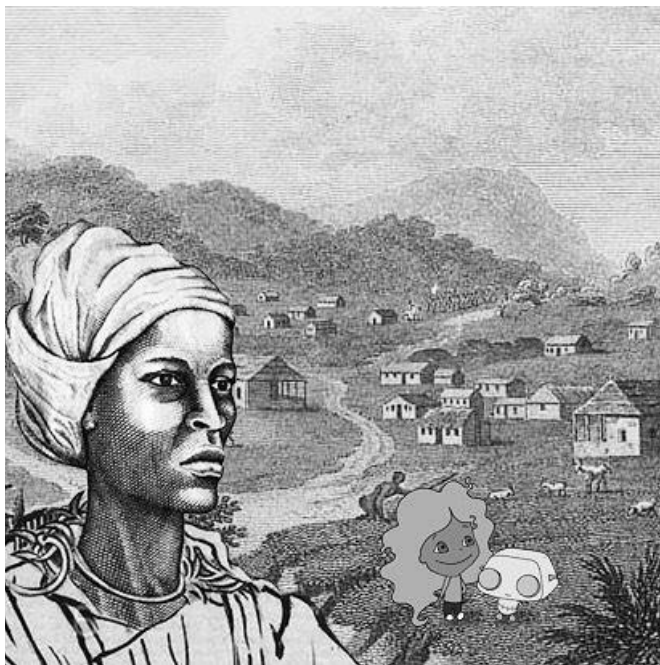
Ce lieu devrait être situé dans un endroit symbolique. Une option, par exemple, pourrait être Edina, au Liberia. En effet, lorsque les esclaves libérés des États-Unis et des Caraïbes sont revenus en Afrique au XIXe siècle, ils ont débarqué à Edina, au Liberia, où l'État de la Diaspora Africaine a justement décidé pour cette raison de créer une ville Lumi, c'est-à-dire une smart city, financée par notre monnaie, le Lumi. Nous pourrions par exemple créer un Temple, où les gens pourraient rendre hommage à leurs ancêtres, au Créateur, à la Terre Mère, à l'Univers ou à la Nature,



selon la spiritualité qui est la leur.

Ce lieu devrait être approprié pour accueillir les gens. Cela signifie qu'il devrait comprendre des hôtels, des restaurants, des moyens de transport, des espaces de conférence, des musées, des magasins, des banques, etc. C'est pourquoi nous n'avons pas seulement besoin d'un endroit où les gens puissent prêcher ou prier, mais aussi de tout un environnement où les hommes et les femmes du continent et de la diaspora pourront échanger, construire des alliances, renforcer leurs communautés, créer des emplois, de la richesse, du développement et, surtout, de la solidarité internationale.

Nous aurons probablement besoin de créer un autre lieu similaire dans la Diaspora. Il faudra aussi que ce soit dans un lieu symbolique. Nous pourrions penser à Nanny Town, en Jamaïque, par exemple, où les Marrons ont pu vaincre les troupes britanniques et obtenir leur propre souveraineté. Il pourrait également se trouver près de Bois Caïman, où a débuté la Révolution haïtienne, qui a changé le monde entier. Toutes ces options, en Afrique et dans la Diaspora, doivent être explorées et analysées avec les partenaires locaux. Mais nous avons définitivement besoin de notre propre lieu sacré pour nos pèlerinages. Cela pourrait également être une mission pour le Caucus panafricain à l'avenir.



Représentation de la Reine Nanny, qui a donné son nom à Nanny Town

Le Caucus Panafricain des Juristes



Maât, Déesse de la Paix, de la Vérité et de la Justice dans la religion égyptienne antique

Le Caucus Panafricain des Juristes a été lancé le 21 mars 2021 à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Son objectif est de construire des stratégies juridiques pour soutenir les Africains sur le continent et les Afro-descendants dans le monde entier. Le Caucus est organisé en cinq pôles, chacun représentant une question contemporaine fondamentale, comme indiqué ci-dessous.

Le premier pôle concerne les réparations. Dans ce cadre, nous travaillons notamment sur la restitution des artefacts volés pendant la colonisation. L'objectif est de rendre ces trésors aux pays ou royaumes auxquels ils appartiennent. Dans les mois à venir, une grande campagne sur ce thème sera organisée. Agnès Carolin, Eva Keïta et Bangaly Doumbouya sont parmi les juristes qui travailleront sur cette question.

La lutte contre la discrimination sera au centre du deuxième pôle. L'objectif est de dépasser la simple indignation morale, sentiment communément partagé lorsque des personnes sont confrontées à la discrimination, et de développer des solutions juridiques collectives. Nous devons créer des politiques, des lois ou des principes de soft laws dans les pays, les régions et à l'échelle internationale. Nous travaillons avec de nombreuses juristes telles que Fatima Al-habbo, Rania Mirini, Marie-Pascale Assanvo-Kadjo, Francesca Ngahane et Moumtaez Ben Mabrouk, porte-parole de ce pôle.

Le racisme et les brutalités policières nécessitent également des solutions juridiques. Plutôt que de faire un énième rapport sur ce fait de société qui touche

particulièrement les membres de la Diaspora, le Caucus se concentrera sur la mise en place d'un cadre contribuant à l'éradication de ces pratiques et à une véritable politique de désescalade de la violence. Ce travail se fera dans l'intérêt tant des victimes de ces pratiques que des policiers dont les conditions de travail sont, il est vrai, souvent difficiles. Eva Keïta, Stéphanie Nzeza Kamisele, Gamèli Nouwade, Margot Battalier Petitguillaume et Lydia Benamara, porte-parole de ce pôle, sont les juristes qui réfléchiront à ce cadre déontologique.

Entretien avec Tiphanie Magloire Traoré, Présidente du Caucus Panafricain des Juristes



Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

-Je suis Tiphanie Magloire Traoré, citoyenne française d'origine malienne et guadeloupéenne. Je suis une étudiante avocate de 26 ans, travaillant dans le domaine du droit pénal. Je suis également fondatrice et présidente de l'association Génération Ubuntu France dont la mission est de promouvoir des débats sur des sujets de société sensibles. Profondément inspirée politiquement et spirituellement par le panafricanisme, j'ai eu l'honneur d'être nommée Ambassadrice de l'Etat de la Diaspora Africaine par le Premier Ministre Louis-Georges Tin, qui m'a confié la mission de créer ce Caucus des Juristes Panafricains.

-Quels sont les objectifs de ce Caucus ?

-L'objectif de notre Caucus est de former un front commun afin d'apporter des solutions juridiques aux injustices subies par les Afro-descendants à travers le monde. Par exemple, si le mouvement Black Lives Matter est d'origine américaine, il est rapidement devenu un mouvement international car la question des violences policières racisées est malheureusement vécue par l'ensemble de la diaspora. De la même manière, l'ensemble de la diaspora ne supporte plus que certaines questions telles que "faut-il rendre les objets sacrés du Congo aux Congolais ?" se posent encore aujourd'hui : il faut tout simplement qu'ils soient rendus. La nécessité d'une coopération panafricaine sur ces questions est donc impérative.



George Floyd, étouffé par un policier le 25 mai 2020 à Minneapolis

L'accès à la terre est également un enjeu majeur pour les membres de la diaspora et constituera la principale préoccupation du quatrième pôle de ce Caucus. De nombreux membres de la diaspora n'ont pas accès à la terre ou en sont privés. La mission de ce Caucus est de contribuer à l'élaboration de réformes foncières équitables et à la réorganisation du système juridique de la propriété foncière, permettant ainsi le développement économique des populations locales. Mirana Ratahiry, Nadiratou Mainassara et Gildelen Aty-Biyo, porte-parole de ce Caucus, sont les juristes qui contribueront à cette réforme.

Le cinquième pôle du Caucus concerne l'immigration. Lorsque les Africains vont en Europe ou en Amérique, par exemple, ils sont rejetés, ou du moins, discriminés en tant que migrants. Mais quand les occidentaux viennent en Afrique, ce sont des privilégiés ; ce ne sont pas du tout des migrants, ce sont des "expats". L'immigration doit être fondée sur la réciprocité. Il faut documenter les lois et les pratiques pour montrer ce décalage et s'assurer que les gens sont traités de la même manière sans aucune discrimination. Didier Constant Kacou, Moumtaez Ben Mabrouk et Gamèli Nouwade, porte-parole de ce pôle, sont les juristes chargés de cette mission.



-Les membres de votre Caucus viennent de pays très différents : comment travaillez-vous ensemble ?

-Comme la diaspora africaine elle-même, ce Caucus est en effet composé de membres de nationalités et de langues différentes, des personnes venant de France, de Tunisie, du Congo, du Bénin, du Brésil, du Panama, d'Haïti, des Etats-Unis, etc. Loin d'être un obstacle, cette diversité est au contraire un atout, car notre approche est véritablement globale, même si, bien sûr, il faut savoir saisir les différences et les nuances régionales.

-Comment le droit peut-il être un outil stratégique pour la lutte panafricaine ?

-Le droit est souvent perçu comme un outil conçu par les dominants pour assurer leurs intérêts, ce qui n'est pas toujours faux. Cependant, nous ne devons pas oublier que nous vivons dans un monde régi par l'État de droit. La structure même de notre société est donc fondée sur le droit. Si nous voulons opérer un changement profond, il faudra passer par le système du droit. Précisément, l'objectif panafricain qui consiste à transformer les sociétés pour plus de justice sociale et raciale doit réussir à transformer les normes. L'attitude à adopter ne peut donc être la résignation ; le temps est venu de se réapproprier cet instrument au service de la cause panafricaine.

-En Afrique et dans la Diaspora, quelles sont les séquelles du droit colonial et constituent-elles un obstacle au développement de nos sociétés ?

-Le droit colonial établi par les Européens a profondément ébranlé les structures juridiques et sociales antérieures à la colonisation. Par exemple, l'introduction de la propriété privée de la terre par les Européens a profondément modifié le système juridique de la propriété foncière, qui était alors perçue par de nombreuses populations locales comme une question de spiritualité, laquelle organisait la vie communautaire par la gestion collective des ressources. Les colons européens ont d'abord décrété que ces parcelles de terre étaient *terra nullius* (« terre de personne »), puis ont déclaré qu'ils pouvaient "légalement" en devenir les propriétaires, en faisant fi du droit coutumier. Ce vol historique profite encore aujourd'hui aux puissantes multinationales qui peuvent facilement s'approprier ces terres afin d'y établir leur industrie. C'est bien sûr un obstacle sérieux au développement de nos sociétés par nous-mêmes.



-La Cour Pénale Internationale est souvent critiquée en Afrique. Quelle est votre opinion à ce sujet ?

-Il est indéniable que la Cour Pénale Internationale suscite des interrogations dans la mesure où son bilan révèle une certaine partialité à l'égard des dirigeants africains. Il y a une sorte de double standard. En effet, la Cour ne semble s'intéresser qu'aux dirigeants des anciennes colonies, tandis que les autres dirigeants semblent intouchables, même lorsqu'ils organisent des guerres criminelles ou des meurtres de masse dans de nombreuses régions de la planète. Il est donc impératif que la Cour Pénale Internationale s'efforce de réaliser sa vocation universaliste, sinon de plus en plus d'Etats africains quitteront l'institution, qu'on le veuille ou non.

Lutter contre les discriminations dans le monde Moumtaëz Ben Mabrouk, Porte-parole du Pôle Discriminations

C'est aussi se priver d'une partie de l'humanité et du potentiel qui réside en elle pour relever les défis de demain. Certains l'ont compris, comme en témoigne la nouvelle gouvernance des Etats-Unis d'Amérique, qui a fait un effort sans précédent pour se doter d'une administration représentative dans laquelle le peuple américain puisse se reconnaître. Ou encore la signature de nouveaux traités commerciaux bilatéraux, comme celui entre le Canada et le Chili, qui se positionne clairement sur la question de l'inclusivité. Parce que le « business as usual » ne fonctionne plus. Et en fait, ça n'a jamais marché.

C'est pourquoi, dans les prochains mois, l'État de la Diaspora Africaine et le Caucus Panafricain des Juristes organiseront un sommet pour faire en sorte que les organismes financiers internationaux intègrent cette dimension dans leurs travaux et dans leurs normes.



Rendez-vous

Le 01/06/2017

WEBCONFÉRENCE
Discriminations : quel coût économique pour la France ?

Inscription en ligne

RETROUVEZ TOUT NOS RENDEZ-VOUS SUR www.strategie.gouv.fr

FRANCE STRATÉGIE

Le Caucus Panafricain des Juristes de l'Etat de la Diaspora Africaine est désormais une réalité. Il est composé d'avocats et de juristes qui ont la volonté de travailler sur différents sujets afin de pouvoir être entendus sur la scène internationale. La discrimination est l'une des questions centrales abordées par le Caucus. Elle a des conséquences morales, politiques, juridiques et économiques. Certains progrès ont été réalisés dans ce domaine, mais nous sommes encore loin d'une véritable égalité.

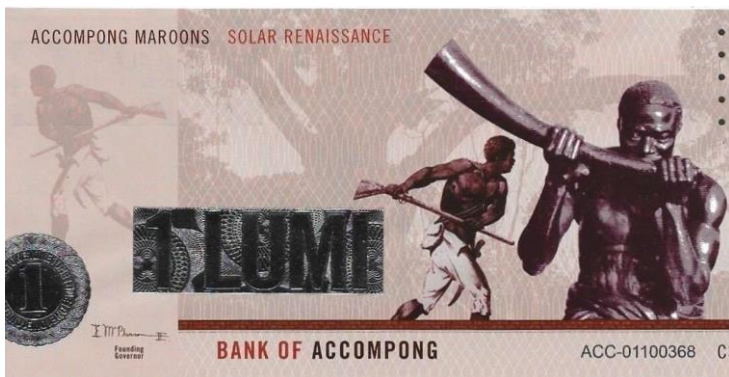
La discrimination raciale est un problème moral, juridique et politique, comme chacun sait. Mais elle produit également un préjudice économique colossal pour nos sociétés, car la discrimination dans le monde du travail, par exemple, appauvrit et les discriminés (qui n'obtiennent pas l'emploi ou la promotion qu'ils méritent) et les discriminants (qui ne recrutent pas les meilleurs candidats). La discrimination est une opération où tout le monde est perdant. Nous pouvons maintenant quantifier ces dommages. Selon les estimations de la banque Citigroup, la discrimination à l'égard des Afro-Américains aux États-Unis a coûté à l'économie 16 000 milliards de dollars en 20 ans. En France, d'autres études, comme celle de France Stratégie, ont également mesuré le coût de la discrimination en général : 150 milliards d'euros de pertes sur la simple discrimination à l'embauche. Y remédier est donc une question de justice, mais aussi de prospérité. Les autorités internationales doivent prendre position dans ce combat. Ne pas en faire une priorité, c'est accepter que des hommes et des femmes soient privés de leur destin dès la naissance.

Le Caucus Panafricain des Journalistes

La session inaugurale de notre Caucus Panafricain des Journalistes a eu lieu le 6 avril 2021. L'organisation est dirigée par Elisée Héribert-Label Adjovi, Ambassadeur de SOAD, et qui est aussi le PDG d'un grand journal, *Le Label Diplomatique*, diffusé dans toute l'Afrique en français et en anglais.

Plus de 100 journalistes et directeurs de médias ont déjà rejoint le Caucus. Ils viennent de plus de 20 pays, du Bénin au Kenya, du Nigeria à Madagascar, des Etats-Unis au Brésil, de la France à la Tchéquie, et ils sont tous unis dans leur diversité, pour promouvoir les valeurs panafricaines, et faire en sorte que les voix de l'Afrique et de la Diaspora puissent se faire entendre. Voici le compte rendu de la réunion qui s'est tenue à cette occasion :

-Présentation de l'Etat de la Diaspora Africaine, et de ses réalisations récentes, telles que la création de la carte d'identité, la création de la monnaie Lumi, le vote d'une résolution au Parlement européen pour la restitution et la réparation, 13 500 bourses pour les étudiants panafricains, le Tour Cycliste Panafricain, etc.



- Présentation des 4 Caucus de SOAD : le Caucus Panafricain des Leaders Politiques (lancé en février), le Caucus Panafricain des Avocats (lancé en mars), le Caucus Panafricain des Leaders Spirituels (lancé en avril) et bien sûr le Caucus Panafricain des Journalistes, qui existe désormais.

- Présentation du Caucus Panafricain des Journalistes : il y a différents collèges, un pour les PDG des médias, un autre pour les journalistes individuels. Il y a également des coordinateurs nationaux dans tous les pays concernés pour renforcer et

développer le Caucus.

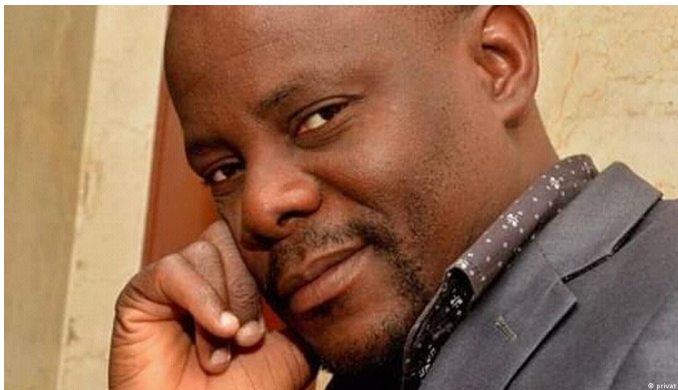
-Engagements : le Caucus aidera les médias panafricains à s'exprimer d'une seule voix. Lors d'événements importants comme les sommets Afrique-France, ou Chine-Afrique, par exemple, les membres des médias pourront publier des documents communs pour donner plus de visibilité à leur position. Le Caucus sera une force de lobbying pour l'Afrique et pour la Diaspora.

Le Dr Louis-Georges Tin, Premier Ministre de SOAD, a fait une déclaration : "Je suis très heureux de lancer cette initiative aujourd'hui avec Elisée Héribert-Label Adjovi, qui est un grand journaliste, et aussi un grand leader. Les médias sont cruciaux : tant de fake news sont diffusées, surtout lorsqu'il s'agit de l'Afrique. Nous ne pouvons pas permettre à d'autres personnes de raconter notre histoire. Nous devons changer le récit et être en mesure de faire que notre histoire soit d'abord racontée par nous-mêmes. C'est la raison d'être du Caucus Panafricain des Journalistes".

Elisée Héribert-Label Adjovi, Président du Caucus a ajouté : "Notre mission, en tant que quatrième pouvoir, sera de prendre des initiatives et de mener des actions susceptibles de renforcer l'Etat de la Diaspora Africaine dans sa vision. Nous voulons construire une Afrique résolument engagée à prendre toute sa place dans le Concert des Nations en tant que Berceau de l'humanité. "



**Entretien avec l'Ambassadeur Elisée
Héribert-Label Adjovi,
Président du Caucus Panafricain des Journalistes**



-Monsieur Elisée Héribert-Label Adjovi, vous êtes Ambassadeur itinérant de l'Etat de la Diaspora Africaine, et Président du Caucus Panafricain des Journalistes. Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

-Je suis un journaliste spécialisé dans les questions internationales et un écrivain. Je suis le PDG du magazine panafricain trimestriel et bilingue entièrement consacré à la diplomatie et aux relations internationales, "Le Label Diplomatique", LLD, publié au Bénin, première expérience démocratique en Afrique. Ce magazine est destiné aux cinq continents.

-Quels sont les objectifs de la mission qui vous a été confiée par le Premier Ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine ?

-Tout d'abord, permettez-moi de remercier S.E. Louis-Georges Tin, Premier Ministre de l'Etat de la Diaspora Africaine, pour la confiance accordée à ma modeste personne pour diriger ce Caucus qui vise justement à soutenir les actions et la vision de l'Etat de la Diaspora Africaine. En effet, avec sa Diaspora, nous voulons voir l'Afrique prendre toute sa place dans le Concert des Nations, en tant que "Berceau de l'Humanité".

-Comment le Caucus fonctionnera-t-il, étant donné cette grande diversité de pays ?

-Notre grande diversité, en termes de cultures, de langues, de religions et même de coutumes, est plutôt une valeur ajoutée

pour nous. Car, en tant que femmes et hommes de médias africains ou afro-descendants, de par notre profession, nous sommes appelés à faire savoir au peuple ce que les dirigeants entendent faire pour répondre à ses aspirations, et à faire remonter aux dirigeants les aspirations profondes du peuple.

Dans le cas du Caucus Panafricain des Journalistes, nous sommes en train de mettre en place quatre structures pour accomplir notre mission. Nous avons le Forum du Caucus, qui est un creuset qui rassemble tous les membres. Nous avons trois autres structures qui sont : le Collège des coordinateurs nationaux, le Collège des journalistes, et le Collège des propriétaires de médias.

-Quel peut être le rôle des médias dans la lutte panafricaine ?

-Toutes les structures du Caucus Panafricain des Journalistes travailleront en synergie dans un seul but : faire admettre à tous les acteurs de la scène internationale qu'il faut compter avec notre Caucus sur toutes les questions touchant le passé, le présent et surtout l'avenir de l'Afrique et de ses diasporas. Il va sans dire que le rôle des médias est essentiel dans le combat panafricain. Les guerres modernes sont médiatiques, nous avons donc un devoir historique de rechercher et de partager largement les informations vraies sur les grandes questions liées à l'Afrique et à ses diasporas, afin que cessent les "fake news" teintées de haine raciale et de mépris pour les Africains.



*Le Président Emmanuel Macron , prenant la parole lors
du Sommet Afrique-France*

-Quelles sont les prochaines campagnes du Caucus ?

-Nous devons agir rapidement et calmement, sans confondre vitesse et précipitation. Notre première action a été de partager largement les conclusions de notre session inaugurale par un communiqué de presse. Ensuite, nous prévoyons de lancer des campagnes sur des questions majeures concernant à la fois l'agenda de l'État de la Diaspora Africaine et les sujets retenus par le Caucus. Par ailleurs, les grands sommets - Afrique-France, Chine-Afrique, Asie-Afrique, Commonwealth, etc. - constitueront une partie importante de notre agenda. Ils auront une place prépondérante dans notre combat pour l'identité panafricaine. Car nous devons exorciser le passé et construire de nouvelles bases pour des relations équitables avec le reste du monde. La décennie 2020-2030 est et sera panafricaine. Nous jouerons notre rôle pour faire en sorte que nous réussissions tous dans notre entreprise.

Situation des Journalistes Noirs au Brésil



Marcelle Chagas, Présidente de Jornalistas Pretos - Rede de Jornalistas pela Diversidade

Le Brésil compte 56,4 % de Noirs et, bien qu'il représente la plus grande population noire en dehors de l'Afrique (la deuxième de la planète), ces chiffres ne se traduisent pas dans la production journalistique, et encore moins dans les médias et les entreprises du pays. L'enquête de la Fédération nationale des journalistes (l'institut chargé de défendre les droits des professionnels dans le pays) montre que 72 % des journalistes au Brésil sont blancs. L'enquête souligne également que seuls 5% des journalistes sont noirs et 18% sont métisses. Responsable de la lutte pour les droits des professionnels dans le pays,

la Fédération n'a pas présenté de nouvelles données sur le profil des journalistes depuis la dernière enquête, qui a été réalisée en 2012, et fait des notes sporadiques sur le problème. Malgré cela, il n'y a pas un journaliste noir dans le pays qui ne partage pas cette expérience classique : être le seul professionnel noir sur son lieu de travail.



Le manque d'opportunités sur le marché du travail n'est pas le seul problème causé par le manque de diversité dans la communication au Brésil. Souffrant toujours de l'impact des inégalités historiques produites pendant quatre siècles d'esclavage au Brésil et sans investissement public, cette population a des logements plus précaires, de faibles niveaux d'éducation, le plus grand taux de chômage et peu d'espaces de décision dans la société. Pour cette raison, le récit journalistique dans le pays reproduit cette inégalité, sans représenter ni dialoguer avec les autres groupes sociaux et raciaux, ce qui entraîne également des effets politiques, économiques et sociaux.

Nous vivons actuellement une pandémie et la croissance des fake news combinée à la « performance » discutable du gouvernement actuel rend la situation encore plus difficile pour tous les journalistes. Menaces, mensonges, discrédit, restriction de la liberté de la presse et même agressions physiques sont signalés par les professionnels dans tout le pays. Aujourd'hui, nos problèmes se sont aggravés en raison de la situation actuelle. Cherchant à réfléchir sur le silence de nos voix, nous avons créé le Jornalistas Pretos- Rede de Jornalistas pela Diversidade, dans lequel nous cherchons à offrir un soutien mutuel, à travailler sur la représentation et la qualification des professionnels au chômage, des jeunes diplômés et des étudiants en journalisme. De toute évidence, la coopération entre notre organisation brésilienne et le Caucus Panafricain des Journalistes est une initiative remarquable, et la démarche est aussi importante que le résultat.